

# Rapport financier 2018

## Exercice terminé le 31 décembre 2018

**Nom :** Dollard-Des Ormeaux

**Code géographique :** 66142

**Type d'organisme municipal :** Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Roman Beschieru, atteste la véracité du rapport financier  
de Dollard-Des Ormeaux pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.  
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature \_\_\_\_\_ Date 2019-04-22

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>États financiers audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
<b>Renseignements complémentaires</b>	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
<b>Renseignements financiers non audités</b>	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Aux membres du conseil de la Ville de Dollard-des-Ormeaux,

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Dollard-des-Ormeaux (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Dollard-des-Ormeaux au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observations - Informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Dollard-des-Ormeaux inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12 et 18 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT****Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.  
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2019-04-22

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

[Original signé par]

DATE \_\_\_\_\_

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	78 595 500	79 021 605	77 412 239
Compensations tenant lieu de taxes	2	870 000	879 672	845 895
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 231 000	8 020 133	6 383 170
Services rendus	5	859 500	1 302 374	1 107 392
Imposition de droits	6	2 417 000	3 559 713	4 275 969
Amendes et pénalités	7	800 000	860 547	837 439
Revenus de placements de portefeuille	8	275 000	504 480	324 612
Autres revenus d'intérêts	9	350 000	435 101	404 660
Autres revenus	10		350 846	478 855
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	86 398 000	94 934 471	92 070 231
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	14 353 536	14 222 182	13 589 584
Sécurité publique	15	17 849 578	18 406 726	18 171 937
Transport	16	22 051 853	22 796 489	21 051 728
Hygiène du milieu	17	13 482 958	13 408 989	12 974 339
Santé et bien-être	18	639 454	628 537	629 223
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 863 208	1 895 114	1 778 180
Loisirs et culture	20	19 320 085	19 466 667	18 695 931
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 010 300	977 548	1 016 595
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	91 570 972	91 802 252	87 907 517
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	<b>(5 172 972)</b>	<b>3 132 219</b>	<b>4 162 714</b>
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		107 440 524	103 277 810
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		107 440 524	103 277 810
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		<b>110 572 743</b>	<b>107 440 524</b>

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.**

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	13 257 106	15 397 982
Débiteurs (note 5)	2	20 097 168	19 025 541
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	6 889 415	6 800 508
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	1 597 000	777 000
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<b>41 840 689</b>	<b>42 001 031</b>
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	12 989 763	13 074 262
Revenus reportés (note 12)	12	406 254	306 446
Dette à long terme (note 13)	13	36 647 387	39 896 005
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	<b>50 043 404</b>	<b>53 276 713</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<b>(8 202 715)</b>	<b>(11 275 682)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	117 960 544	118 000 779
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	137 196	137 196
Stocks de fournitures	19	484 339	443 855
Autres actifs non financiers (note 17)	20	193 379	134 376
	21	<b>118 775 458</b>	<b>118 716 206</b>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	<b>110 572 743</b>	<b>107 440 524</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(5 172 972)	3 132 219	4 162 714
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	5 505 000 ) (	10 116 606 ) (	15 187 735 )
Produit de cession	3		408 315	25 517
Amortissement	4	10 027 672	10 024 645	9 458 658
(Gain) perte sur cession	5		(276 119)	(15 949)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	4 522 672	40 235	(5 719 509)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(40 484)	6 926
Variation des autres actifs non financiers	10		(59 003)	9 500
	11		(99 487)	16 426
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(650 300)	3 072 967	(1 540 369)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(11 275 682)	(9 735 313)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(11 275 682)	(9 735 313)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19		(8 202 715)	(11 275 682)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 132 219	4 162 714
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	10 024 645	9 458 658
Autres			
- Gain sur cession d'actif	3	(276 119)	(15 949)
-	4		
	5	12 880 745	13 605 423
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 071 627)	(2 676 388)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(84 499)	975 969
Revenus reportés	9	99 808	
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(820 000)	(1 320 000)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(40 484)	6 926
Autres actifs non financiers	13	(59 003)	9 500
	14	10 904 940	10 601 430
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 10 116 606 )	( 15 187 735 )
Produit de cession	16	408 315	25 517
	17	(9 708 291)	(15 162 218)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( 88 907 )	( 112 383 )
Cession	21		
	22	(88 907)	(112 383)
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	3 220 000	11 400 000
Remboursement de la dette à long terme	24	( 6 502 000 )	( 3 617 000 )
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	33 382	6 481
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(3 248 618)	7 789 481
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	(2 140 876)	3 116 310
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	15 397 982	12 281 672
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	15 397 982	12 281 672
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>			
	34	13 257 106	15 397 982

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Dollard-des-Ormeaux (la Ville) est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret n° 1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

##### a) Périmètre comptable

S.O.

##### b) Partenariats

S.O.

#### B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de dépenses sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et transactions.

##### Constatation des revenus

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés s'ils ont fait l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

**Estimations comptables**

La préparation des états financiers de la Ville, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des provisions établies par la direction.

Les principales estimations de la Ville se situent au niveau des provisions pour créances douteuses et de contestations de taxes, de la durée estimative des immobilisations, des hypothèses actuarielles reliées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs, de divers courus à payer et au niveau des éventualités.

**C) Actifs**

S.O.

**a) Actifs financiers**

Placements

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

**b) Actifs non financiers**

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour les services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

*Stocks*

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes:

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 25 ans

**D) Passifs****Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

**E) Revenus**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

### F) Avantages sociaux futurs

#### Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

#### Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2015 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2018 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

### **G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2008.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

### **H) Instruments financiers**

s/o

### **I) Autres éléments**

#### **Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Affectation**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires excluant l'encaisse chez un courtier conservée aux fins de placements, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

**3. Modification de méthodes comptables****Actifs éventuels**

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 3320, Actifs éventuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable.

Puisque la ville n'avait aucun actif éventuel probable à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

**Droits contractuels**

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 3380, Droits contractuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir.

Les informations requises sur les droits contractuels de la ville en vertu de cette nouvelle norme comptable sont présentées à la note 19 et portent sur des baux de location. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

**Information relative aux apparentés et opérations interentités**

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 2200, Information relative aux apparentés et la norme SP 3420, Opérations interentités. Ces nouvelles normes, qui définissent la notion d'apparentés, comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable. Ces nouvelles normes comptables sont appliquées de façon prospective.

Il n'y a eu aucune opération interentités au cours de l'exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>4. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	13 257 106	15 397 982
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
<i>Autres éléments</i>			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	8	13 257 106	15 397 982
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		2 452 995
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
<b>Note</b>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	11	2 780 834	2 385 136
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	11 457 833	12 442 262
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	3 181 024	1 910 388
Organismes municipaux	15	1 316 154	617 520
Autres			
- Droits de mutation	16	570 642	855 203
- Contraventions et autres	17	790 681	815 032
	18	20 097 168	19 025 541
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	9 870 249	10 657 954
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	9 870 249	10 657 954
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	561 903	554 141
<b>Note</b>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26		
-	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31	6 889 415	6 800 508
	32	6 889 415	6 800 508
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

**Note****8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	1 597 000	777 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>1 597 000</u>	<u>777 000</u>

**Charge de l'exercice**

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	2 102 000	2 419 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	1 421	1 269
Régimes de retraite des élus municipaux	42	58 607	42 607
	43	<u>2 162 028</u>	<u>2 462 876</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note**

***La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal***

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La Loi prévoit un processus avec période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements à être apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus, avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2018.

**Application de la Loi aux régimes de la municipalité**

La municipalité a finalisé des ententes pour son régime de retraite suite à la Loi. L'effet sur les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation a été appliqué conformément avec les dispositions de la Loi et des dispositions de l'entente conclue. La restructuration du régime de retraite n'a pas d'incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

---

**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44
Autres	45
	46

---

**Note**

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

**10. Emprunts temporaires****11. Crédoiteurs et charges à payer**

Fournisseurs	47	3 992 633	3 436 100
Salaires et avantages sociaux	48	3 629 782	3 883 798
Dépôts et retenues de garantie	49	2 886 762	3 573 578
Provision pour contestations d'évaluation	50	310 000	170 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus	53	235 603	263 744
- Contingences légales	54	1 885 700	1 707 000
- Divers	55	49 283	40 042
-	56		
-	57		
	58	12 989 763	13 074 262

**Note****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	406 254	306 446
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
-	68		
-	69		
-	70		
-	71		
	72	406 254	306 446

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

						2018	2017
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>			
		<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	3,95	2019	2038	73	36 694 000	39 976 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
Autres dettes à long terme					76		
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78	2 604	2 604
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	36 696 604	39 978 604
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	( 49 217 )	( 82 599 )
					83	36 647 387	39 896 005

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2018</b>		
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>			
2019	84	92	3 820 000	100	109	117	3 820 000
2020	85	93	3 797 000	101	110	118	3 797 000
2021	86	94	3 536 000	102	111	119	3 536 000
2022	87	95	3 119 000	103	112	120	3 119 000
2023	88	96	2 692 000	104	113	121	2 692 000
2024 et +	89	97	19 730 000	105	114	122	19 732 604
	90	98	36 694 000	106	115	123	36 696 604
Intérêts et frais accessoires				107		124	
	91	99	36 694 000	108	116	125	36 696 604

**Note**

	2018	2017
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(8 202 715)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( )
Autres	128	( )
	129	(8 202 715)
		(11 275 682)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	130	158		185		212		
Eaux usées	131	159		186		213		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	148 252 215	160	7 354 019	187	3 770 010	214	151 836 224
Autres	133	161		188		215		
Réseau d'électricité	134	162		189		216		
Bâtiments	135	66 034 006	163	1 650 997	190	217		67 685 003
Améliorations locatives	136	164		191		218		
Véhicules	137	2 182 482	165	192		587 171	219	1 595 311
Ameublement et équipement de bureau	138	793 002	166	250 108	193	27 857	220	1 015 253
Machinerie, outillage et équipement divers	139	10 112 861	167	831 100	194	1 532 545	221	9 411 416
Terrains	140	8 941 750	168	30 382	195	104 708	222	8 867 424
Autres	141	169		196		223		
	142	<u>236 316 316</u>	170	<u>10 116 606</u>	197	<u>6 022 291</u>	224	<u>240 410 631</u>
Immobilisations en cours	143		171		198		225	
	144	<u>236 316 316</u>	172	<u>10 116 606</u>	199	<u>6 022 291</u>	226	<u>240 410 631</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	145	173		200		227		
Eaux usées	146	174		201		228		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	86 270 228	175	6 947 854	202	3 770 010	229	89 448 072
Autres	148	176		203		230		
Réseau d'électricité	149	177		204		231		
Bâtiments	150	25 045 182	178	1 832 231	205	232		26 877 413
Améliorations locatives	151	179		206		233		
Véhicules	152	1 656 207	180	176 503	207	587 171	234	1 245 539
Ameublement et équipement de bureau	153	358 903	181	153 029	208	27 857	235	484 075
Machinerie, outillage et équipement divers	154	4 985 017	182	915 028	209	1 505 057	236	4 394 988
Autres	155	183		210		237		
	156	<u>118 315 537</u>	184	<u>10 024 645</u>	211	<u>5 890 095</u>	238	<u>122 450 087</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	157	<u>118 000 779</u>					239	<u>117 960 544</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240	243		245		247		
Amortissement cumulé	241	( )	244	( )	246	( )	248	( )
Valeur comptable nette	242						249	

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	137 196	137 196
	253	137 196	137 196
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	137 196	137 196
<hr/>			
<b>Note</b>			

<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance			
-	256	193 379	134 376
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	193 379	134 376
<hr/>			
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****18. Obligations contractuelles**

La Ville est engagée d'après les contrats de déblaiement de la neige, de service de collecte des déchets et la collecte sélective, de service de patrouille municipale, de services de conciergerie et de services d'entretien extérieur, échéant jusqu'en 2023 pour un montant total de 6 816 341 \$. Les versements exigibles au cours des prochains exercices s'élèvent à 3 055 885 \$ en 2019, 1 499 441 \$ en 2020, 1 216 542 \$ en 2021, 729 565 \$ en 2022 et 314 908 \$ en 2023.

**19. Droits contractuels**

La Ville a octroyé des baux de location de terrains et de bâtiments, échéant jusqu'en 2037 pour un montant total de 815 833 \$. Les revenus de location recevables au cours des prochains exercices s'élèvent à 65 616 \$ en 2019, 65 691 \$ en 2020, 65 767 \$ en 2021, 65 842 \$ en 2022, et 552 917 \$ entre 2023 et 2037.

**20. Passifs éventuels****a) Cautionnement et garantie**

S/O

**b) Auto-assurance**

S/O

**c) Poursuites**

Au 31 décembre 2018, les réclamations pendantes contre la Ville s'élèvent à 11 237 873 \$. La Ville a comptabilisé une provision qu'elle a jugé adéquate.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit: la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel d'opérations, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

**d) Autres**

Provision pour contestations d'évaluation

Certains contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites aux rôles pour les exercices 2011 à 2013, 2014 à 2016 et 2017 à 2019. Actuellement il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 310 000 \$ a été inscrite au bilan pour pourvoir aux pertes possibles.

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

**21. Actifs éventuels**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**22. Redressement aux exercices antérieurs**

S/O

**23. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par le conseil municipal.

**24. Instruments financiers**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**25. Données comparatives**

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées ou modifiées.

---

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>Revenus</b>						
<b>Fonctionnement</b>						
Taxes	1	78 595 500	79 021 605		79 021 605	77 412 239
Compensations tenant lieu de taxes	2	870 000	879 672		879 672	845 895
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 366 000	1 639 072		1 639 072	2 086 844
Services rendus	5	859 500	1 302 374		1 302 374	1 107 392
Imposition de droits	6	2 417 000	3 559 713		3 559 713	4 275 969
Amendes et pénalités	7	800 000	860 547		860 547	837 439
Revenus de placements de portefeuille	8	275 000	504 480		504 480	324 612
Autres revenus d'intérêts	9	350 000	435 101		435 101	404 660
Autres revenus	10		350 846		350 846	78 855
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	85 533 000	88 553 410		88 553 410	87 373 905
<b>Investissement</b>						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	865 000	6 381 061		6 381 061	4 296 326
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					400 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20	865 000	6 381 061		6 381 061	4 696 326
	21	86 398 000	94 934 471		94 934 471	92 070 231
<b>Charges</b>						
Administration générale	22	14 038 937	13 907 673	314 509	14 222 182	13 589 584
Sécurité publique	23	17 714 562	18 278 436	128 290	18 406 726	18 171 937
Transport	24	18 825 510	19 563 419	3 233 070	22 796 489	21 051 728
Hygiène du milieu	25	9 487 159	9 413 225	3 995 764	13 408 989	12 974 339
Santé et bien-être	26	639 454	628 537		628 537	629 223
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 822 628	1 854 534	40 580	1 895 114	1 778 180
Loisirs et culture	28	17 004 750	17 154 235	2 312 432	19 466 667	18 695 931
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	2 010 300	977 548		977 548	1 016 595
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32	10 027 672	10 024 645	( 10 024 645 )		
	33	91 570 972	91 802 252		91 802 252	87 907 517
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	34	(5 172 972)	3 132 219		3 132 219	4 162 714

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(5 172 972)	3 132 219	4 162 714
Moins: revenus d'investissement	2 (	865 000 ) (	6 381 061 ) (	4 696 326 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(6 037 972)	(3 248 842)	(533 612)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4	10 027 672	10 024 645	9 458 658
Produit de cession	5		408 315	25 517
(Gain) perte sur cession	6		(276 119)	(15 949)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	10 027 672	10 156 841	9 468 226
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 082 700 ) (	3 201 151 ) (	2 942 054 )
	18	(3 082 700)	(3 201 151)	(2 942 054)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	) (	681 478 ) (	285 411 )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		2 217 976	604 193
Excédent de fonctionnement affecté	21			130 809
Réserves financières et fonds réservés	22	(900 000)	(775 022)	(727 192)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(7 000)	(7 000)	(7 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(907 000)	754 476	(284 601)
	26	6 037 972	7 710 166	6 241 571
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		4 461 324	5 707 959

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
		Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	6 381 061	4 696 326
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Acquisition			
Administration générale	2	( 303 509 )	( 238 584 )
Sécurité publique	3	( 355 426 )	( 372 167 )
Transport	4	( 4 202 918 )	( 4 457 200 )
Hygiène du milieu	5	( 3 588 771 )	( 2 791 622 )
Santé et bien-être	6	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( 31 870 )
Loisirs et culture	8	( 1 665 982 )	( 7 296 292 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	( 10 116 606 )	( 15 187 735 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>			
Acquisition	11	( )	( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>			
Émission ou acquisition	12	( )	( )
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	3 159 851	4 773 151
<b>Affectations</b>			
Activités de fonctionnement	14	681 478	285 411
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	987 386	4 948 152
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	465 983	1 092 524
	18	2 134 847	6 326 087
	19	(4 821 908)	(4 088 497)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	1 559 153	607 829

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
CHARGES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>Budget 2018</b>	<b>Réalizations 2018</b>	<b>Réalizations 2017</b>
<b>Rémunération</b>	1	15 709 000	16 121 153	15 371 526
<b>Charges sociales</b>	2	4 911 500	4 917 446	4 857 016
<b>Biens et services</b>	3	15 761 500	15 521 904	14 782 607
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	861 854	639 757	592 712
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	161 946	262 241	169 536
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	986 500	75 550	254 347
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	41 380 400	42 898 629	40 725 337
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	876 700	913 074	1 391 149
<b>Amortissement des immobilisations</b>	14	10 027 672	10 024 645	9 458 658
<b>Autres</b>				
-	15	893 900	427 853	304 629
-	16			
-	17			
	18	91 570 972	91 802 252	87 907 517

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>10</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 (                    ) (                    )
	16
	17

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dettes à long terme	20
	21
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>22</b>

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE  
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
Autres revenus	3	
	4	

**Charges**

Frais de gestion		
Salaires	5	
Créances douteuses	6	
Autres frais de gestion	7	
	8	

## Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
	15	
	16	

**Excédent (déficit) de l'exercice**

17

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	
Placements de portefeuille	19	
Débiteurs	20	
Provision pour créances douteuses	21	(                    ) (                    )
	22	
Autres	23	
	24	

**Passifs**

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25	
Créditeurs et charges à payer	26	
Revenus reportés		
Provenant de la gestion foncière	27	
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28	
Autres	29	
Autres	30	
	31	

**Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire**

32

**Note sur les autres actifs****Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	10 048 594	12 792 632
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 480 000	1 480 000
Réserves financières et fonds réservés	3	3 665 453	1 261 046
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	2 000 ) (	9 000 )
Financement des investissements en cours	5	2 109 311	645 526
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	91 271 385	91 270 320
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	110 572 743	107 440 524
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	10 048 594	12 792 632
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10		
	11	10 048 594	12 792 632
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
- Amélioration régime retraite	12	280 000	280 000
- Prov terrain Lake/Donnacona	13	1 200 000	1 200 000
- Prov réfection chalets munic	14	2 000 000	
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	3 480 000	1 480 000
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	3 480 000	1 480 000
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	3 411 130	1 013 721
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	254 323	247 325
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	3 665 453	1 261 046
	48	3 665 453	1 261 046

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ( 2 000 )	( 9 000 )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( )	( )
Autres	52 ( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ( )	( )
	54 ( 2 000 )	( 9 000 )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ( )	( )
Autres		
-	58 ( )	( )
-	59 ( )	( )
	60 ( 2 000 )	( 9 000 )
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62 ( )	( )
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64 ( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65 ( )	( )
Autres		
-	66 ( )	( )
-	67 ( )	( )
	68 ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ( )	( )
Autres		
-	72 ( )	( )
-	73 ( )	( )
	74 ( )	( )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	
	81 ( 2 000 )	( 9 000 )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Financement non utilisé	82	2 671 899	2 035 435
Investissements à financer	83 (	562 588 ) (	1 389 909 )
	84	2 109 311	645 526
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	117 960 544	118 000 779
Propriétés destinées à la revente	86	137 196	137 196
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	118 097 740	118 137 975
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	118 097 740	118 137 975
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	36 647 387 ) (	39 896 005 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	49 217 ) (	82 599 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	9 870 249	10 657 954
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		2 452 995
	98 (	26 826 355 ) (	26 867 655 )
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	) (	)
	100 (	26 826 355 ) (	26 867 655 )
	101	91 271 385	91 270 320

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>        </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Dollard-des-Ormeaux est de type à prestations déterminées. La rente de retraite est égale à 2 % du salaire final moyen moins 1,8 % de la rente payable par le Régime des rentes du Québec, pour chaque année de service reconnu avant le 1er janvier 1993. Pour chaque année de service reconnu entre le 1er janvier 1993 et le 31 décembre 2015, la rente de retraite est égale à 2 % du salaire final moyen. À compter du 1er janvier 2016, la rente de retraite est égale à 2 % du salaire final moyen pour les cadres et les cols blancs, alors que pour les cols bleus, la rente pour chaque année de service reconnu est de 1,9 % du salaire de l'année indexé au minimum entre le salaire industriel moyen et 2,5 %. Le salaire final moyen correspond à la moyenne des salaires annuels des cinq années consécutives de service reconnu au cours desquelles le salaire fut le plus élevé. Pour le service reconnu avant le 1er janvier 2016, la rente de retraite est payable sans réduction à compter de l'âge de 60 ans. Pour le service reconnu à compter du 1er janvier 2016, la rente de retraite des participants cols blancs, cols bleus et cadres est payable sans réduction à compter de 62,5 ans, 60 ans et 62 ans, respectivement.

La dernière évaluation actuarielle du Régime était au 31 décembre 2015.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 777 000	(543 000)
Charge de l'exercice	4 ( 2 102 000 )	( 2 419 000 )
Cotisations versées par l'employeur	5 2 922 000	3 739 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>1 597 000</u>	<u>777 000</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 71 546 000	66 827 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( <u>72 414 000</u> )	( <u>68 789 000</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (868 000)	(1 962 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>2 465 000</u>	<u>2 739 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 1 597 000	777 000
Provision pour moins-value	12 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>1 597 000</u>	<u>777 000</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 <u>71 546 000</u>	<u>66 827 000</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( <u>72 414 000</u> )	( <u>68 789 000</u> )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( <u>868 000</u> )	( <u>1 962 000</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 924 000	2 345 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 <u>2 924 000</u>	<u>2 345 000</u>
Cotisations salariales des employés	21 ( 1 290 000 )	( 745 000 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( <u>32 000</u> )	( )
	23 1 602 000	1 600 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 429 000	569 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>2 031 000</u>	<u>2 169 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 3 745 000	3 591 000
Rendement espéré des actifs	34 ( 3 674 000 )	( 3 341 000 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>71 000</u>	<u>250 000</u>
Charge de l'exercice	<u>2 102 000</u>	<u>2 419 000</u>

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 3 549 000	4 842 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ( 3 674 000 )	( 3 341 000 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (125 000)	1 501 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (30 000)	331 000
Prestations versées au cours de l'exercice	40 (3 074 000)	(3 131 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 68 339 000	68 637 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 429 000	438 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 425 000	522 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,45 %	5,45 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,45 %	5,45 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 1,10 %	1,10 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

		2018		2017
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>				
Actif (passif) au début de l'exercice	55			
Charge de l'exercice	56	(                    )		(                    )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57			
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58			
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>				
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	(                    )		(                    )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61			
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63			
Provision pour moins-value	64	(                    )		(                    )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65			
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>				
Nombre de régimes et avantages en cause	66			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	(                    )		(                    )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	(                    )		(                    )
<b>Charge de l'exercice</b>				
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70			
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71			
	72			
Cotisations salariales des employés	73	(                    )		(                    )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	(                    )		(                    )
	75			
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76			
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79			
Variation de la provision pour moins-value	80			

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 ( _____ )	( _____ )	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ( _____ )	( _____ )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 \_\_\_\_\_ 1

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	114	1 269
	1 421	

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	7
	6	

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	116	<u>9 327</u>	<u>4 946</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	117	31 432	16 667
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	<u>27 175</u>	<u>25 940</u>
	119	<u>58 607</u>	<u>42 607</u>

---

**Note**

---

---

## **RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS**

**ANALYSE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

<b>TAXES</b>		<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	74 320 551	72 846 263
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5		
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	74 320 551	72 846 263
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	3 497 147	3 486 531
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13		
Autres			
-	14		
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17		
Service de la dette	18	1 203 907	1 079 445
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	4 701 054	4 565 976
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	4 701 054	4 565 976
	27	79 021 605	77 412 239

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	28	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	29	
Taxes d'affaires	30	
Compensations pour les terres publiques	31	
	32	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	33	
Cégeps et universités	34	
Écoles primaires et secondaires	35	879 672
	36	879 672
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	37	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	38	
Taxes d'affaires	39	
	40	
	41	879 672
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>		
Taxes sur la valeur foncière	42	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	43	
Taxes d'affaires	44	
	45	
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>		
Taxes sur la valeur foncière	46	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	47	
	48	
<b>AUTRES</b>		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49	
Autres	50	
	51	
	52	879 672
		845 895

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS</b>		<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	53	391 999	343 683
<b>Sécurité publique</b>			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	58		
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	598 885	552 079
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82	16 800	10 802
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	87	12 000	48 050
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	109 561	123 264
Autres	89		
<b>Réseau d'électricité</b>	90		
	91	1 129 245	1 077 878

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	92		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	93		
Sécurité incendie	94	511 617	11 343
Sécurité civile	95		
Autres	96		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	2 672 273	8 554
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	2 231 452	1 380 000
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128	965 719	2 896 429
<b>Réseau d'électricité</b>	129		
	130	6 381 061	4 296 326

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	509 827	1 008 966
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Partage des revenus du cannabis	138		
Autres	139		
	140	509 827	1 008 966
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	<b>141</b>	<b>8 020 133</b>	<b>6 383 170</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS</b>		<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>			
<b>MUNICIPAUX</b>			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	142		
Évaluation	143		
Autres	144		
	145		
Sécurité publique			
Police	146	62 211	43 580
Sécurité incendie	147	57 416	43 419
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150	119 627	86 999
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		
Santé et bien-être			
Logement social	170		
Autres	171		
	172		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	173		
Rénovation urbaine	174		
Promotion et développement économique	175		
Autres	176		
	177		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	178		
Activités culturelles			
Bibliothèques	179		
Autres	180		
	181		
Réseau d'électricité			
	182		
	183	119 627	86 999

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	184		
Évaluation	185		
Autre	186	234 957	88 089
	187	234 957	88 089
Sécurité publique			
Police	188		
Sécurité incendie	189		
Sécurité civile	190		
Autres	191		
	192		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	193		
Enlèvement de la neige	194		
Autres	195	118 058	108 580
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	196		
Transport adapté	197		
Transport scolaire	198		
Autres	199		
Autres	200		
	201	118 058	108 580
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202		
Réseau de distribution de l'eau potable	203		
Traitement des eaux usées	204		
Réseaux d'égout	205		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	206		
Matières recyclables	207		
Autres	208		
Cours d'eau	209		
Protection de l'environnement	210		
Autres	211	10 020	14 174
	212	10 020	14 174
Santé et bien-être			
Logement social	213		
Sécurité du revenu	214		
Autres	215		
	216		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	217		
Rénovation urbaine	218		
Promotion et développement économique	219		
Autres	220		
	221		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	222		
Activités culturelles			
Bibliothèques	223		
Autres	224	819 712	809 550
	225	819 712	809 550
Réseau d'électricité	226		
	227	1 182 747	1 020 393
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	<b>228</b>	<b>1 302 374</b>	<b>1 107 392</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

		<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>			
Licences et permis	229	235 511	136 090
Droits de mutation immobilière	230	3 324 202	4 139 879
Droits sur les carrières et sablières	231		
Autres	232		
	233	3 559 713	4 275 969
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>			
	234	860 547	837 439
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>			
	235	504 480	324 612
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>			
	236	435 101	404 660
<b>AUTRES REVENUS</b>			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237	276 119	15 949
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239		
Contributions des promoteurs	240		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241		
Contributions des organismes municipaux	242		
Autres contributions	243		400 000
Redevances réglementaires	244		
Autres	245	74 727	62 906
	246	350 846	478 855
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>			
	247		

**ANALYSE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		Réalizations 2018			Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>					
Conseil	1	585 064		585 064	767 115
Greffe et application de la loi	2	464 339		464 339	658 033
Gestion financière et administrative	3	4 402 109		4 402 109	4 315 727
Évaluation	4	299 674		299 674	313 962
Gestion du personnel	5	575 521		575 521	530 484
Autres					
- Quote-part agglomération	6	7 259 278		7 259 278	6 516 607
- Autres dépenses d'admin	7	321 688	314 509	636 197	487 656
	8	13 907 673	314 509	14 222 182	13 589 584
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>					
Police	9	10 649 374		10 649 374	10 618 895
Sécurité incendie	10	5 807 088	60 166	5 867 254	5 830 731
Sécurité civile	11	32 962		32 962	40 339
Autres	12	1 789 012	68 124	1 857 136	1 681 972
	13	18 278 436	128 290	18 406 726	18 171 937
<b>TRANSPORT</b>					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	4 786 983	1 454 881	6 241 864	5 836 165
Enlèvement de la neige	15	3 831 351	1 454 881	5 286 232	4 918 959
Éclairage des rues	16	680 000	161 654	841 654	890 425
Circulation et stationnement	17	496 459	161 654	658 113	587 334
Transport collectif					
Transport en commun	18	9 556 662		9 556 662	8 599 072
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21	211 964		211 964	219 773
	22	19 563 419	3 233 070	22 796 489	21 051 728

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		Réalizations 2018			Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 918 488		1 918 488	1 751 200
Réseau de distribution de l'eau potable	24	3 202 443	1 721 836	4 924 279	4 875 369
Traitement des eaux usées	25				
Réseaux d'égout	26	602 580	2 143 849	2 746 429	2 613 859
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	1 613 251		1 613 251	1 575 501
Élimination	28	568 166		568 166	601 243
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	992 055	130 079	1 122 134	1 010 838
Tri et conditionnement	30	435 842		435 842	462 606
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39	80 400		80 400	83 723
	40	9 413 225	3 995 764	13 408 989	12 974 339
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>					
Logement social	41	500 470		500 470	510 510
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	128 067		128 067	118 713
	44	628 537		628 537	629 223
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 174 787	40 580	1 215 367	1 185 141
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47	87 709		87 709	90 700
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48				
Tourisme	49				
Autres	50	570 111		570 111	495 362
Autres	51	21 927		21 927	6 977
	52	1 854 534	40 580	1 895 114	1 778 180

**ANALYSE DES CHARGES (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations 2018			Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>Non audité</b>					
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	604 852	367 660	972 512	840 648
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 633 163	367 660	2 000 823	1 836 856
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 862 853	367 660	2 230 513	2 093 516
Parcs et terrains de jeux	56	6 883 651	686 589	7 570 240	7 040 360
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	1 236 525		1 236 525	1 365 299
	60	12 221 044	1 789 569	14 010 613	13 176 679
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	1 087 569	367 660	1 455 229	1 413 898
Bibliothèques	62	2 847 928	155 203	3 003 131	2 964 625
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	997 694		997 694	1 140 729
	66	4 933 191	522 863	5 456 054	5 519 252
	67	17 154 235	2 312 432	19 466 667	18 695 931
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>					
68					
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	868 616		868 616	722 889
Autres frais	70	33 382		33 382	39 359
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71	71 000		71 000	250 000
Autres	72	4 550		4 550	4 347
	73	977 548		977 548	1 016 595
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>					
	74				
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>					
	75	10 024 645	( 10 024 645 )		

# Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Dollard-Des Ormeaux

Code géographique : 66142

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Autres renseignements financiers non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
<b>Questionnaire</b>	<b>12</b>

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	3 381 805	2 093 948
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	197 520	697 673
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 440 506	2 822 319
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	334 188	1 975 954
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	508 734	330 621
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 142 263	5 897 769
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		121 162
Ameublement et équipement de bureau	18	250 108	106 673
Machinerie, outillage et équipement divers	19	831 100	1 141 616
Terrains	20	30 382	
Autres	21		
	22	10 116 606	15 187 735

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	3 381 805	2 093 948
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	197 520	697 673
Autres infrastructures	27	3 774 694	4 798 273
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	2 762 587	7 597 841
	34	10 116 606	15 187 735

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1	2 452 995		2 452 995	
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	247 325	95 368	88 370	254 323
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	8 777 695		1 204 085	7 573 610
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	17 842 635	3 064 483	1 908 696	18 998 422
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	29 320 650	3 159 851	5 654 146	26 826 355
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	10 657 954	60 149	847 854	9 870 249
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	10 657 954	60 149	847 854	9 870 249
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	10 657 954	60 149	847 854	9 870 249
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	10 657 954	60 149	847 854	9 870 249
	19	39 978 604	3 220 000	6 502 000	36 696 604
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	39 978 604	3 220 000	6 502 000	36 696 604

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité****Administration municipale**

Dette à long terme	1	36 696 604
--------------------	---	------------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	562 588
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	254 323
--	---	---------

Débiteurs	9	9 870 249
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	1 696 344
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	25 438 276
---	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés**

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	25 438 276
------------------------------	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	225 390
---------------------------	----	---------

Autres organismes	20	4 691 171
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	21	30 354 837
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	44 713 000
--	----	------------

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	44 713 000
--	----	------------

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	75 067 837
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>Administration générale</b>			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	299 674	313 962
Autres	3	7 259 278	6 516 607
<b>Sécurité publique</b>			
Police	4	10 649 374	10 618 895
Sécurité incendie	5	5 807 088	5 783 879
Sécurité civile	6	25 582	34 885
Autres	7	297 469	279 725
<b>Transport</b>			
Réseau routier	8	647 142	489 382
Transport collectif	9	9 556 662	8 599 072
Autres	10	211 964	219 773
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout	11	4 109 813	3 786 352
Matières résiduelles	12	979 421	1 039 563
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14		
Autres	15	80 400	83 723
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	16	500 470	510 510
Autres	17	128 067	118 713
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	43 855	104 654
Rénovation urbaine	19	87 709	90 700
Promotion et développement économique	20	570 111	495 362
Autres	21	21 927	6 977
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	22	624 929	491 874
Activités culturelles	23	997 694	1 140 729
<b>Réseau d'électricité</b>			
	24		
	25	42 898 629	40 725 337

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	10 072 704	15 067 818
<b>Frais de financement</b>	4	43 902	119 917
<b>Autres</b>	5		
	6	10 116 606	15 187 735

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		<b>Effectifs personnes/ année <sup>2</sup></b>	<b>Semaine normale (heures)</b>	<b>Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Charges sociales</b>	<b>Total <sup>1</sup></b>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	59,00	35,00	108 868,00	4 537 467	1 443 624	5 981 091
Professionnels	2						
Cols blancs	3	61,00	35,00	120 791,00	3 667 252	1 126 317	4 793 569
Cols bleus	4	132,00	36,00	219 103,00	7 566 144	2 273 910	9 840 054
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	252,00		448 762,00	15 770 863	4 843 851	20 614 714
Élus	9	9,00			350 290	73 595	423 885
	10	261,00			16 121 153	4 917 446	21 038 599

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>Gouvernement du Québec</b>		<b>Gouvernement du Canada</b>	<b>ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines</b>	<b>Total</b>
		<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13			2 231 452		2 231 452
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	1 639 072	60 873	3 558 992	529 744	5 788 681
	17	1 639 072	60 873	5 790 444	529 744	8 020 133

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		2018	2017
<b>Administration générale</b>			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	95 013	330 893
	4	95 013	330 893
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6	4 050	
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	4 050	
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	189 173	152 729
Enlèvement de la neige	11	189 173	152 729
Autres	12	42 038	33 940
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	420 384	339 398
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	134 721	150 019
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	17 573	21 591
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	152 294	171 610
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	201 773	171 090
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	916	901
Autres	38	103 118	2 703
	39	305 807	174 694
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	977 548	1 016 595

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
M. Alex Bottausci	80 037	16 595
M. Laurence Parent	17 711	8 856
M. Errol Johnson	17 711	8 856
M. Mickey Max Guttman	22 005	11 356
M. Herbert Brownstein	17 711	8 856
M. Morris Vesely	23 473	11 861
Mme Valérie Assouline	17 711	8 856
M. Pulkit Kantawala	17 711	8 856
Mme Colette Gauthier	17 711	8 856

**Note**

Allocation de départ et transition versée à 2 conseillers sortants (district # 1 et 6), suite aux élections 2017 : 48 756.00\$

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).



**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	_____ \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 <sup>o</sup> du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	_____ \$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	_____ \$
b) autres formes d'aide	20	_____ \$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....
Facteur comparatif de 2018	22	.....
Valeur uniformisée	23	_____

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

	24		\$
--	----	--	----

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	25		\$
--	----	--	----

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver	26		\$
--	----	--	----

b) Dépenses d'investissement	27		\$
------------------------------	----	--	----

c) Total des frais encourus admissibles	28		\$
---	----	--	----

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution	29		
----------------------------	----	--	--

b) Date d'adoption de la résolution	30		
-------------------------------------	----	--	--

# Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Dollard-Des Ormeaux

Code géographique : 66142

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au trésorier de la Ville de Dollard-des-Ormeaux,

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Dollard-des-Ormeaux (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observations - Référentiel comptable**

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état**

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

**Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.  
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2019-04-22



# Données prévisionnelles non auditées

## pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Dollard-Des Ormeaux

Code géographique : 66142

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019</b>	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

**TAXES**

---

**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	76 306 200
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	76 306 200

---

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	3 495 100
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	1 127 600
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	4 622 700
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	4 622 700
	27	80 928 900

---

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	920 000
	9	920 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	920 000

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	920 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 5 627 193 718	X 5 0,9710	/100\$ 6 54 640 051				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 318 082 354	X 8 0,9710	/100\$ 9 3 088 580				
Immeubles non résidentiels	10 514 849 453	X 11 3,5350	/100\$ 12 18 199 928				
Immeubles industriels	13 .....	X 14 .....	/100\$ 15 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 19 446 000	X 20 1,9420	/100\$ 21 377 641				
Immeubles agricoles	22 .....	X 23 .....	/100\$ 24 .....				
<b>Total</b>			25 76 306 200	26 ( )	27 ( )	28	29 76 306 200
<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54	55 ( )	56 ( )	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1 .....	X	2 ..... /100\$	3 .....				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4 .....	X	5 ..... /100\$	6 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus 7 .....	X	8 ..... /100\$	9 .....				
Immeubles non résidentiels 10 .....	X	11 ..... /100\$	12 .....				
Immeubles industriels 13 .....	X	14 ..... /100\$	15 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16 .....	X	17 ..... /100\$	18 .....				
Autres 19 .....	X	20 ..... /100\$	21 .....				
Immeubles agricoles 22 .....	X	23 ..... /100\$	24 .....				
<b>Total</b> .....			25 .....	26 ( .....	27 ( .....	28 .....	29 .....

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique) 30 .....	X	31 ..... /100\$	32 .....				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33 .....	X	34 ..... /100\$	35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus 36 .....	X	37 ..... /100\$	38 .....				
Immeubles non résidentiels 39 .....	X	40 ..... /100\$	41 .....				
Immeubles industriels 42 .....	X	43 ..... /100\$	44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45 .....	X	46 ..... /100\$	47 .....				
Autres 48 .....	X	49 ..... /100\$	50 .....				
Immeubles agricoles 51 .....	X	52 ..... /100\$	53 .....				
<b>Total</b> .....			54 .....	55 ( .....	56 ( .....	57 .....	58 .....

	<b>Valeur locative imposable</b>						
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b> 59 .....	X	60 ..... %	61 .....	62 ( .....	63 ( .....	64 .....	65 .....

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	2 2 0 , 0 0 \$
Égout	2	, \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	, \$
Matières résiduelles	5	, \$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Eau - plus de 2 logements et condos	155,0000	4	
Eau - piscines - immeubles appartements	300,0000	4	
Eau - piscines publiques	600,0000	4	
Eau - résidences personnes âgées	70,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	80 928 900
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

**Ajouter**

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

**Déduire**

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	18 057
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	13 187 623
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	<b>10</b>	<b><u>67 723 220</u></b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI  
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 6 479 571 525

**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019**

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12          1 ,             0 |             4 |             5 |             2 /100 \$

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	18 199 900			377 600	3 088 600	
De secteur	2						
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	229 223			5 582	45 657	
Autres	5					1 085 000	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	18 429 123			383 182	4 219 257	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>					
Générales	9	54 640 100			76 306 200
De secteur	10				
Autres	11				
<b>Taxes sur une autre base</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	847 138			1 127 600
Autres	13	2 410 100			3 495 100
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	57 897 338			80 928 900

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.			
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.			
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>95 670 463 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>3 109 200 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>1 788 800 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>\$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-17</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
<b>La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Roman Beschieru , atteste que le rapport financier de Dollard-Des Ormeaux pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-05-14.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Dollard-Des Ormeaux.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Dollard-Des Ormeaux consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Dollard-Des Ormeaux détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-05-02 13:47:19

Date de transmission au Ministère : 2019/05/15